

Ce que la guerre en Ukraine a changé • Les illusions de la Serbie et le choix des causes perdues

[Vreme \(Serbie\)](#) | Propos recueillis par Filip Švarn | samedi 2 juillet 2022

La Serbie semble avoir perdu sa boussole en politique étrangère, et le président Vučić se plaint à la fois des pressions de Bruxelles et de Moscou. Belgrade n'est-elle pas à l'origine de ses malheurs, n'ayant jamais soldé l'héritage de Milošević et faisant le choix de causes perdues d'avance ? Grand entretien avec Milan St. Protić.

Traduit par Nikola Radić ([article original](#)) | Adapté par la rédaction



© CdB / Marija Janković

Milan St. Protić est un historien et ancien diplomate serbe.

Vreme (V.) : L'idée européenne n'a pas le vent en poupe ces derniers temps en Serbie, semble-t-il, surtout en matière de politique étrangère...

Milan St. Protić (M.S.P.) : On a constaté il y a longtemps que la politique étrangère découlait de la politique intérieure et qu'elles étaient mutuellement conditionnées. N'ayant pas mis en ordre ses affaires intérieures, la Serbie ne peut pas poursuivre une politique étrangère significative. Je dirais que la Serbie est otage et objet de la politique des autres, à laquelle elle ne fait que réagir, à défaut d'avoir sa propre politique étrangère. On dit que la Serbie veut rejoindre l'UE, mais elle n'est pas prête à faire le nécessaire pour s'en rapprocher, et encore moins à en devenir membre. Tous les politiciens le savent et tous font

semblant que ce n'est pas le cas. Jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, et même un peu après, notre élite intellectuelle était sans équivoque européenne, tant au sens culturel qu'en termes d'identité et d'affiliations politiques. Le dilemme entre l'Europe et la Russie n'existait pas chez nous, il s'est posé en Serbie il y a seulement une trentaine d'années, suite à l'endoctrinement d'un peuple qui, si je peux me permettre, est plutôt ignorant et insuffisamment émancipé. Si l'on y ajoute le [contrôle des médias](#), on comprend qu'on peut faire passer toute sorte de discours.

V. : On parle beaucoup de la russophilie en Serbie. S'agirait-il plutôt de « poutinophilie » ?

M.S.P. : Ce serait en effet plutôt de la « poutinophilie », mais elle aussi est superficielle et fautive. C'est une tentative de trouver une consolation et un sauveur en raison d'une profonde frustration nationale et d'un sentiment de perte, à cause de tout ce qui s'est passé lors de l'éclatement de la Yougoslavie. Comme on nous a servi le modèle selon lequel Poutine était de notre côté, que l'Occident nous a bombardés et veut nous ravir le Kosovo, une symétrie simplifiée a été présentée au peuple. De la même façon que l'on a rendu l'idée de l'Europe et de l'adhésion européenne trop triviale. Il ne s'agit pas seulement d'appartenir à une organisation qui implique certaines règles, il y a aussi l'immense héritage de la civilisation européenne, d'Homère à nos jours, à laquelle nous avons toujours appartenu.

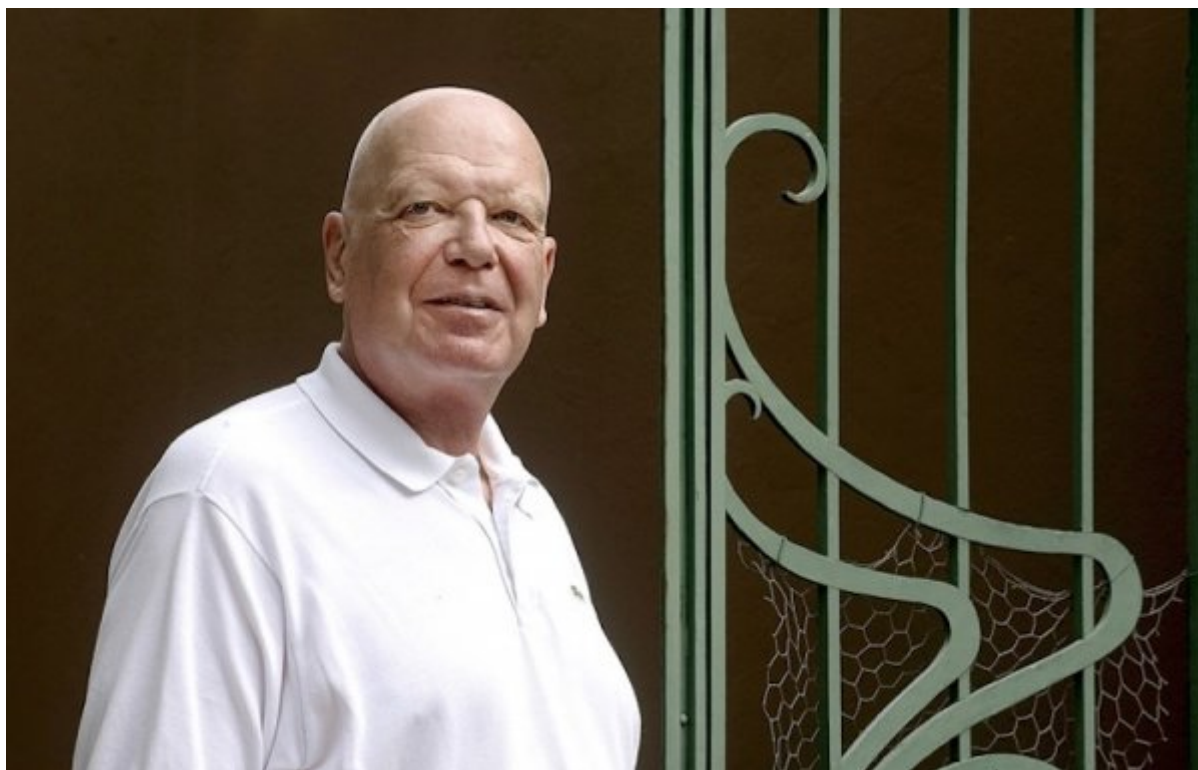
La Russie a beaucoup aidé la Serbie, mais quand les intérêts serbes et russes entraient en conflit, la Serbie se tournait vers les puissances occidentales.

V. : On parle souvent des liens historiques serbo-russes. Pouvez-vous nous en dire quelques mots ?

M.S.P. : Comme dans la vie, rien dans l'histoire n'est tout noir ou tout blanc. La Russie tsariste était le principal soutien du mouvement national en Serbie dans la première moitié du XIXe siècle. Mais ce soutien n'était pas inconditionnel et dépendait des intérêts russes. Par exemple, l'effondrement du Premier soulèvement serbe contre les Turcs (1804-13) s'explique en partie par l'absence d'intervention de la flotte russe sur le Danube. Plus tard, lors de la Guerre de Crimée (1853-56), la Serbie s'est rangée du côté de la Russie, soutenant la France, la Grande-Bretagne et la Sardaigne. Et depuis que la Russie a été vaincue dans cette guerre, ces trois puissances occidentales sont devenues, en plus de la Russie, les forces garantes de l'autonomie de la Serbie. Puis en 1876 éclate la guerre de la Serbie contre l'Empire ottoman, une guerre à laquelle la Russie se joint en 1877 et gagne en 1878, créant la Grande Bulgarie à la faveur du traité de San Stefano. Grâce aux puissances occidentales et notamment à Bismarck au Congrès de Berlin, cette création a disparu et la Serbie et le Monténégro ont reçu une reconnaissance internationale. Après la Première guerre balkanique, il y a eu un différend entre la Serbie et la Bulgarie quant à la division de la Macédoine. Sur la base du Pacte balkanique de 1912, le tsar russe était censé trancher, mais étant resté silencieux, la Bulgarie attaqua la Serbie et perdit la Seconde guerre balkanique. Je veux dire ceci : d'une part, la Russie a beaucoup aidé la Serbie parce qu'elle se trouvait dans l'arrière-pays du Bosphore et des Dardanelles. Et elle a, pour la même raison, aidé les mouvements de libération en Bulgarie, en Grèce et en Roumanie. Et lorsque les intérêts serbes et russes sont entrés en conflit, la Serbie s'est tournée vers les puissances occidentales. Dans l'entre-deux-guerres, l'Union soviétique était isolée du monde, et ce qui s'est passé après la Seconde Guerre mondiale est plus ou moins connu.

V. : La rupture Tito-Staline en 1948 n'est-elle pas un des éléments-clés de la légitimité de la Yougoslavie socialiste ?

M.S.P. : Aux yeux de Staline, la Yougoslavie n'était pas assez soviétique. Sa mentalité - en plus des Serbes, elle était composée de Croates, Slovènes... - était alors perçue à Moscou comme trop européenne. Ce n'est pas faux. Toutes les influences de l'Occident sont bien plus importantes que celles que les Soviétiques de Staline et les néo-soviétiques de Poutine sont prêts à admettre.



Milan St. Protić

© Vreme/ Marija Janković

V. : Dans le contexte des relations entre l'Est et l'Ouest, on a l'impression qu'Aleksandar Vučić parodie la politique des non-alignés et, peut-être inconsciemment, se compare à Tito.

M.S.P. : Dès que quelqu'un a besoin de se mesurer aux autres pour prouver sa grandeur, force est de constater qu'il a un vrai complexe d'infériorité. Dès qu'une personne parle beaucoup d'elle-même, cela veut dire qu'elle n'a pas trop de confiance en elle. On devrait laisser les autres et la postérité juger de nos actions. Mais ici, nous sommes habitués à voir les gens se mettre en avant, une pratique indécente, pour montrer qu'ils ont réussi. Et puis quelqu'un arrive accidentellement au poste de président de l'État et chaque matin, il se regarde et dit : « Miroir, miroir, dis-moi qui est le plus beau ? » Et le miroir de lui répondre : c'est vous. Ce miroir, ce sont les médias. Je n'ai tout bonnement pas de mots pour dire dans quelle mesure tout cela est tellement humiliant pour notre peuple.

Malheureusement, nous sommes encore aujourd'hui des otages de la politique de Milošević.

Vous souvenez-vous de la tentative de coup d'État en URSS en 1991 et en Russie en 1993 ? Dans les deux cas, Slobodan Milošević s'est ouvertement rangé du côté des putschistes contre les forces pro-démocratiques. La raison était purement idéologique : le régime en Serbie et les putschistes en Russie étaient intransigeants. Il y a une déclaration du Secrétariat fédéral à la défense nationale de 1991, dans laquelle il est souligné qu'il faut attendre que se produisent en Russie des changements qui apporteront un soutien aux forces « pro-yougoslaves » dans le pays. Malheureusement, nous sommes encore aujourd'hui des otages de la politique de Milošević. Après le 5 octobre 2000, nous n'avons pas rompu avec elle ni pris de position claire sur les responsabilités de ce régime dans les guerres, les crimes et les destructions en Yougoslavie. Au lieu d'être les premiers à traduire en justice les responsables de ces méfaits et à rompre avec l'héritage de Slobodan Milošević, nous sommes devenus ses successeurs et nous nous sommes précipités dans les bras de Moscou.

V. : Dans quelle mesure la politique de Milošević des années 1990 se répète-t-elle dans la Serbie d'aujourd'hui ?

M.S.P. : Cette politique était destructrice, mais ce n'était pas la Serbie. Notre peuple s'est battu contre elle. Or, nous avons rejeté tout cela au lieu de dire : nous n'étions pas d'accord, nous avons manifesté contre la politique criminelle de Milošević et avons fini par le renverser. La Serbie, ce sont les enfants de 1996 qui scandent « Belgrade, c'est le monde ! »

V. : Vous semble-t-il qu'il y aurait en Serbie un manque d'empathie pour l'Ukraine ?

M.S.P. : Les gens ici ont été tellement malmenés depuis 1990 qu'ils n'ont plus de compréhension et de compassion pour les autres. C'est pourquoi dans les horreurs qui arrivent aux autres, ils trouvent du réconfort. Mais il faut, au moins, être du côté du plus faible. Dans cette guerre en Ukraine, que l'on pense qu'il y a des arguments en faveur de la Russie - et il n'y en a pas - il faut être du côté du plus faible, qui lui-même a le droit de faire des erreurs. Celui qui abuse de sa supériorité commet l'une des plus grandes transgressions que l'homme puisse commettre.

V. : Le président serbe se dit exposé à des pressions de l'étranger...

M.S.P. : J'aimerais que quelqu'un m'explique ce que sont ces pressions. Si quelqu'un vous expose les conséquences de vos actions, quelle est la pression ? Bruxelles et Moscou nous exposent les conséquences de nos actions et nous répondons par le silence. Jusqu'à récemment, personne ne nous demandait de choisir de camp, mais maintenant il y a une guerre aux proportions terribles et on doit dire de quel côté on est. L'adhésion de la Serbie à l'UE dépend de la résolution de la question du Kosovo. Tout le monde le sait. Mais nous choisissons une cause perdue, nous vivons dans l'illusion et nous sacrifions ce pays en le transformant en maison de retraite et en magasin de main-d'œuvre bon marché simplement parce que nous ne sommes pas assez pondérés et probes pour dire la vérité, à savoir : ce qui est perdu est perdu. La question n'est pas de savoir si le Kosovo continuera à faire partie de la Serbie, mais si la Serbie survivra. Puisque personne n'ose le dire, nous continuons à trébucher. Car si la question du Kosovo était résolue, tout serait résolu.